

**Le temps est
au changement.**

8

déi Lénk 

Nous sommes à la croisée des chemins. Notre pays compte de nombreux hommes et femmes prêts à s'engager pour le bien commun. Le Luxembourg est devenu la patrie de nombreuses nationalités. Sa situation géographique au cœur de l'Europe est un atout. Ses travailleurs et travailleuses possèdent de multiples savoir-faire et talents. Sa jeunesse a soif d'engagement et de renouveau.

Mais en même temps, l'insatisfaction et les injustices se multiplient. De plus en plus d'hommes et de femmes voient leurs conditions de vie se détériorer. La saturation des routes et des chemins de fer allonge les journées de travail pour des milliers de travailleurs et de travailleuses. L'emballement des prix du logement pèse sur le budget des ménages. Chaque cinquième enfant est confronté au risque de pauvreté.

Et que fait notre pays à l'heure où la crise écologique ne cesse de prendre de l'ampleur ? Le dérèglement climatique est une menace directe pour les conditions d'existence de l'espèce humaine. Le Luxembourg est encore très loin de remplir les objectifs de l'accord de Paris de 2015. Le tourisme à la pompe est diamétralement opposé à toute politique de développement durable. Notre pays n'investit toujours pas assez dans le renforcement des énergies renouvelables. Nos villes sont asphyxiées par les voitures et la pollution de l'air.

Alors que le monde et l'Europe ont besoin de coopération et de solidarité, un gouvernement luxembourgeois après l'autre a permis à une minorité d'affairistes et de spéculateurs d'utiliser notre pays pour faire du dumping fiscal.

Cette politique injuste mène dans l'impasse. Le retentissement mondial de l'affaire Luxleaks l'a démontré. Quel genre de pays voulons-nous être ? Le Luxembourg attire de plus en plus de millionnaires et d'ultra-riches, mais la qualité de vie se perd et les inégalités augmentent. Les revenus du capital et des spéculateurs immobiliers explosent, alors que les revenus de ceux qui vivent de leur travail, qu'ils soient salariés, artisans, paysans ou petits commerçants, stagnent.

Aujourd'hui, la politique est au service des privilégiés et des grandes fortunes.

Les partis établis sont prisonniers de l'idéologie néolibérale. Ils sont incapables de proposer des réponses crédibles aux problèmes sociaux et écologiques soulevés par le modèle économique luxembourgeois.

déi Lénk développe depuis ses débuts des propositions qui donnent la priorité aux êtres humains, et non aux profits. Les impasses du néolibéralisme sont manifestes. Maintenant, il s'agit d'engager et de gagner la bataille des idées.

déi Lénk a développé un programme qui ouvre **la voie au**

changement. Il s'agit d'un programme permanent qui gardera

sa validité au-delà des élections. Il a été préparé durant de

longs mois de travail collectif et intègre les apports des

travaux des syndicats et des ONG. Il a aussi vocation à être

affiné et adapté à l'avenir. **Notre programme se veut un outil**

pour convaincre et redonner le goût d'agir aux hommes

et aux femmes de notre pays, afin de rendre possible le

changement. Dans les pages qui suivent, nous allons exposer

la cohérence de ce programme et en résumer les **mesures clés.**

Priorité à la

justice

sociale !

Notre pays devient de plus en plus inégalitaire. Les spéculateurs et profiteurs s'accaparent les richesses. L'écart entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus faibles ne cesse d'augmenter. Le salaire social minimum pour un emploi à plein-temps ne permet plus de vivre convenablement. **12 % des travailleurs sont exposés au risque de pauvreté.** Plus d'égalité et de justice sociale sont nécessaires ! Le programme de déi Lénk prévoit de nombreuses mesures pour inverser la tendance. La cohérence de ces mesures réside dans la conviction que l'intérêt général doit l'emporter en toutes circonstances sur les intérêts particuliers.

Le combat pour la justice sociale passe d'abord par des mesures ciblant le monde du travail, l'accès au logement et la justice fiscale:

Le fléau du **chômage** touche de nombreuses familles, semant la démoralisation et le découragement. La peur du lendemain pourrit tout. déi Lénk va garantir l'emploi pour tous et pour toutes. Nous allons mettre en place le principe de l'Etat employeur en dernier ressort qui garantira le droit à une formation de qualité et à un emploi stable et valorisant à tout résident prêt à travailler.

Aujourd'hui, le salaire minimum se situe au-dessous du seuil de pauvreté. C'est inadmissible. Le travail est la source des richesses ; les travailleurs doivent obtenir leur dû. déi Lénk veut porter le **salaire minimum** au-dessus du seuil de pauvreté. Pour cela, nous allons progressivement augmenter le salaire social minimum à hauteur de 60 % du salaire médian, comme le revendique la Confédération européenne des syndicats. Le salaire minimum sera immédiatement relevé à 2.250 euros brut pour atteindre, deux ans plus tard, le niveau de 60 % du salaire médian, à savoir 2.380 euros brut, selon les données d'aujourd'hui.

Pourquoi tant de gens s'épuisent-ils au travail alors que d'autres n'arrivent pas à trouver un emploi ? Le progrès technique et la productivité des travailleurs permettent de travailler tous en travaillant moins. La **réduction du temps de travail** est un objectif historique particulièrement pertinent au Luxembourg où les salariés travaillent en moyenne 41 heures par semaine et où le temps de travail n'a plus été réduit depuis l'introduction de la semaine de 40 heures en 1975. Afin d'amorcer une réduction du temps de travail, déi Lénk va introduire dans l'immédiat une sixième semaine de congés. En outre, nous allons graduellement réduire le temps de travail pour le porter à 32 heures par semaine d'ici 2030.

À cause de la flambée des **prix immobiliers**, de plus en plus de ménages n'arrivent plus à boucler leurs fins de mois. De nombreux jeunes voient leur accès à un logement indépendant compromis. Pour répondre au besoin de logements, nous allons lancer un grand programme de construction de logements publics et à prix abordables. Ce programme sera financé par la réserve du régime de pension et dirigé par un nouveau Service public de l'habitat. Nous voulons lourdement taxer les logements laissés vide sans raison valable. Les droits des locataires doivent être renforcés. Ainsi les frais d'agence immobilière seront exclusivement à charge du propriétaire.

La vie des jeunes ressemble à une course d'obstacles : difficulté à payer leurs études, à trouver un premier emploi et à accéder à un logement. L'autonomie est un droit, l'État doit la rendre possible ! Nous allons créer une **allocation d'autonomie** à hauteur de 400 euros mensuels pour tous les jeunes à partir de 18 ans qui sont encore en formation ou font des études. Cette allocation remplacera la bourse d'études de base actuelle.

À cause de la réforme des **retraites** de 2012 du gouvernement CSV-LSAP, de plus en plus de personnes risquent à l'avenir de partir à la retraite avec une pension amputée. Pourtant l'argent existe pour financer les retraites. Dans le domaine de la sécurité sociale, nous allons revenir sur les décisions de réduction des retraites de 2012. L'ajustement aux salaires et l'allocation de fin d'année seront à nouveau automatiques. Le taux de majoration de 1,85 % sera réintroduit.

Les richesses sont captées par une minorité de privilégiés au lieu d'être mises au service de l'intérêt général par **l'impôt**. Le système fiscal doit être refondé sur des bases claires en appliquant le principe de la progressivité : plus on gagne d'argent, plus on contribue au bien public.

déi Lénk veut imposer davantage les grandes entreprises à travers une augmentation des taux fiscaux et de la base fiscale. Aujourd'hui, ces entreprises ne sont que très peu imposées. Cela prive l'État d'importantes recettes et pousse au dumping fiscal international.

Actuellement, les revenus du travail sont imposés jusqu'à 5 fois plus fortement que les revenus du capital (dividendes d'actions ou d'obligations, rentes immobilières). Ce traitement inégal est inacceptable. Nous allons imposer les revenus du capital et des rentes immobilières dans la même mesure que le travail.

L'urgence
écologique,
une question
fondamentale.

L'urgence écologique est une question fondamentale. L'accélération du changement climatique et l'incapacité des principales économies mondiales à réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre menacent dès à présent l'existence des populations les plus vulnérables de la planète. Si les trajectoires d'émissions continuent sur leur lancée actuelle, les conditions de notre existence, y compris au Luxembourg, seront profondément altérées avec les dérèglements météorologiques, la montée des océans, la disparition des terres agricoles, l'extinction de la biodiversité et la pollution de l'air, de l'eau et des sols. déi Lénk place l'exigence écologique au centre de son combat.

Le combat pour la transition écologique passe à travers des mesures visant à développer les énergies renouvelables, à privilégier la rénovation énergétique des habitations et le développement résolu des transports en commun :

Au lieu de mettre en place une stratégie de planification écologique pour respecter les engagements pris lors du sommet de Paris de 2015, le Luxembourg continue de privilégier les profits à court terme. Actuellement, notre pays affiche la consommation d'énergie par habitant la plus importante en Europe et environ 94 % de cette énergie vient de sources non-renouvelables. Le Luxembourg doit atteindre ses **objectifs de réduction** d'émissions de gaz à effet de serre en prenant des mesures ici et maintenant. C'est pourquoi nous nous opposons à l'achat de quotas dans d'autres pays et à l'utilisation des mécanismes flexibles de Kyoto.

déi Lénk va augmenter les investissements publics pour accélérer la transition écologique, notamment dans les domaines de la production **d'énergies renouvelables** et de l'efficacité énergétique. La transition écologique est trop importante pour la laisser aux mains des mécanismes du marché. L'énergie doit être au service de l'intérêt général ! La lutte contre le changement climatique impose de sortir des énergies émettrices de gaz à effet de serre. Nous visons à mettre en place un mix électrique 100 % renouvelable à l'horizon 2050. Cet objectif ambitieux repose sur une augmentation conséquente des capacités de production d'électricité renouvelable et sur un abandon progressif de l'énergie nucléaire et fossile, mais également sur un renforcement de la sobriété et de l'efficacité énergétiques.

Le **bâti** est un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Les logements mal isolés restent très nombreux, pénalisant financièrement ceux qui les occupent, qu'ils soient propriétaires ou locataires. déi Lénk va mettre en place un plan pour améliorer l'isolation thermique des bâtiments résidentiels, donnant la priorité aux ménages les plus défavorisés. Des formules de financement et de subventionnement seront mises en place pour permettre aux ménages d'accéder à une rénovation thermique sans apport de fonds propres.

Les **transports** sont également fortement émetteurs de gaz à effet de serre. Et on ne fait pas assez pour inverser la tendance. déi Lénk vise à créer un réseau public de trains rapides et de tramways pour relier la capitale à des pôles d'échange régionaux. Ces pôles régionaux seront reliés entre eux par une offre complémentaire, afin d'éviter que tous les déplacements passent nécessairement par la capitale. Nous allons généraliser la gratuité des transports en commun. À un coût raisonnable d'environ 30 millions d'euros, cette mesure incitera à utiliser davantage l'offre de transports publics.

Le **tourisme à la pompe** cause des dégâts. De nombreux poids-lourds font des détours considérables pour faire le plein au Luxembourg, au prix d'émissions excessives et d'effets nocifs pour la santé publique. déi Lénk vise à abandonner par étapes le tourisme à la pompe, afin que la transition soit prévisible pour les consommateurs locaux.

L'agro-business avec ses pesticides chimiques et son gigantisme est mauvais pour l'écosystème, la santé des consommateurs et des paysans. déi Lénk vise à augmenter l'autosuffisance en matière de production alimentaire à travers une diversification de la production et une transition vers une agriculture à taille réduite, orientée sur la production locale et écologique. Les subventions publiques à l'agriculture doivent tenir compte de critères écologiques et sociaux, au lieu de privilégier les grandes exploitations.

Le pouvoir

**aux citoyens et
citoyennes !**

Partout en Europe l'extrême droite est à l'offensive. **Au Luxembourg aussi les tenants de la division et du racisme relèvent la tête.**

L'Union européenne est en train de se disloquer à force de ne pas répondre aux besoins des classes populaires et d'imposer des politiques d'austérité. Face à la montée des périls et des autoritarismes (Trump, Putin, Erdogan, Salvini), il faut une contre-offensive démocratique et sociale ! Il est urgent de redonner toute leur place à la souveraineté populaire et à une politique sociale et économique qui met les besoins humains devant la course aux profits. **Parce qu'une société solidaire se construit dès l'école, le programme de déi Lénk accorde une importance particulière à la réforme de l'école.**

Le renouveau démocratique et social passe à travers l'élaboration d'une Constitution qui garantit des droits élargis, une école pour tous et une réorientation de la politique européenne :

La nouvelle **Constitution** en discussion doit garantir et élargir les droits des citoyens et des citoyennes. Elle ne peut se limiter à un simple rafistolage ! Surtout dans le domaine des droits sociaux, déi Lénk veut aller plus loin, afin de satisfaire les besoins des gens : le droit au logement, à la sécurité sociale, à des conditions de travail dignes, à une rémunération, à l'éducation, à la santé et aux soins.

Un principe démocratique essentiel exige que les lois doivent être faites et approuvées par ceux qui sont appelés à les respecter. Nous sommes égaux en droits ! déi Lénk prend acte du résultat du référendum de 2015, mais ne renonce pas à faire bouger les lignes sur la question du **droit de vote des étrangers**. Nous partons du principe que toutes les personnes qui vivent sur le territoire du Luxembourg doivent, sous certaines conditions, être considérées comme citoyens et bénéficier du droit de vote.

déi Lénk veut faire de l'apprentissage des langues étrangères un atout, plutôt qu'une barrière sociale et un facteur de division sociale. L'alphabétisation se fera en luxembourgeois, qui servira alors de langue fédératrice. Nous allons faire du français la première langue étrangère afin de faciliter l'apprentissage du français pour les enfants parlant le luxembourgeois, et de favoriser l'apprentissage des enfants à langue maternelle romane. L'apprentissage de l'allemand suivra en tant que deuxième langue étrangère.

Une société se juge à la place qu'elle accorde à ses enfants. Pendant trop longtemps **l'école** a abandonné son rôle d'assurer l'égalité des chances. Au contraire ! Au cours des trente dernières années, elle a contribué à renforcer les inégalités sociales. Le décrochage scolaire est en augmentation depuis 2009 et aujourd'hui plus d'un enfant sur dix quitte l'enseignement secondaire vers l'âge de 16-17 ans. déi Lénk va investir dans l'avenir des enfants. Nous créerons une école pour tous basée sur le tronc commun. Ce modèle d'école permet à tous les jeunes d'étudier ensemble dès le premier cycle jusqu'au terme de l'obligation scolaire sans être séparés en fonction de leurs performances. Les méthodes d'enseignement doivent se définir en fonction des besoins des élèves, rendant possible un accompagnement adapté au rythme de chacun.

L'**Union européenne** est en crise. Elle s'est soumise aux marchés financiers et aux multinationales. Les politiques d'austérité asphyxient la démocratie. Comment donner une autre base à l'Europe ? déi Lénk s'engage pour mettre fin aux obsessions néolibérales. Nous nous engagerons notamment pour la suppression du Mécanisme européen de stabilité, créé en dehors des Traités pour contourner le Parlement européen, du Pacte fiscal, ainsi que des autres mesures qui condamnent les pays à l'austérité perpétuelle.

Les **accords de libre-échange**

comme le CETA sont au seul service des profits des multinationales.

De concert avec d'autres pays ou régions, le Luxembourg doit bloquer la signature de nouveaux accords de libre-échange par l'UE.

Le Luxembourg doit cesser de bloquer tout progrès en matière d'**harmonisation fiscale** au niveau de l'UE. En refusant toute harmonisation fiscale, le Luxembourg contribue à exacerber la concurrence fiscale entre les États membres, au profit des multinationales et d'une petite caste d'ultra-riches. **Le Luxembourg doit également engager une sortie progressive des activités financières liées à l'évasion fiscale et d'autres pratiques nocives et risquées, dont les fonds opaques.** Il s'agit de réduire la dépendance du secteur financier, de rétablir l'image de notre pays à l'étranger et d'anticiper une sortie brutale de ces secteurs d'activité sous la contrainte internationale.

Ouvrir

la voie au

changement !

L'heure n'est pas à la résignation. Aujourd'hui, si on veut changer les choses, alors il faut faire des choix. Au lieu de laisser les spéculateurs et les affairistes faire la loi au Luxembourg, il faut que les intérêts du plus grand nombre l'emportent. Au lieu d'exploiter toujours davantage l'environnement, la priorité doit aller aux écosystèmes. Au lieu d'opposer les travailleurs frontaliers, immigrés et luxembourgeois, il faut placer la solidarité au centre. Tout ne peut pas s'acheter et se vendre. Nos vies valent plus que leurs profits.

L'histoire progressiste de notre pays le prouve : le progrès ne s'est pas construit par les calculs des professionnels de la politique, occupés à rester au pouvoir. Les militants ouvriers qui ont fondé les premiers syndicats, les féministes en lutte contre les chaînes du patriarcat, les résistants contre le racisme et le fascisme, les mouvements des jeunes pour leurs droits et leur autonomie. Voilà les combats et les engagements qui ont façonné l'histoire de notre pays, et sans lesquels rien n'a de sens. Demain aussi, le progrès social ne tombera pas du ciel. Il faudra agir et lutter pour le changement.

Il n'y a que ceux qui sont dans les batailles qui gagnent. Les candidats et candidates de déi Lénk, chacun à sa place, sur leurs lieux de travail ou d'étude, dans les villes et les villages, à la Chambre des députés, défendront et feront vivre un programme de justice sociale, de planification écologique et de renouveau démocratique.

Les candidats et candidates de déi Lénk sont comme vous. Des gens qui travaillent, paient leurs impôts et aspirent à un monde meilleur pour leurs enfants.

Des hommes et des femmes qui ne peuvent accepter qu'au Luxembourg chaque cinquième enfant soit exposé au risque de pauvreté et qui refusent de voir les inégalités se creuser toujours davantage. Des citoyens qui veulent que leur pays contribue à résoudre les défis qui se posent à l'humanité. Vous pouvez compter sur eux. Leur engagement pour le changement proposé sera sans faille.

Trop longtemps, notre pays a été la proie des oligarchies financières et du grand capital. **Il est temps de construire un pays juste et solidaire.** Nous faisons le pari de l'intelligence collective pour répondre aux exigences du temps présent.

Chaque voix comptera.

2018.dei-lenk.lu